



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale CGT



INTERVENTION DE CLÔTURE

XIVème CONGRES FEDERAL

Dunkerque, le 23 mai 2025,

Chères et chers camarades,

Permettez-moi, tout d'abord, de remercier, au nom de tous les congressistes, celles et ceux qui ont contribué à la tenue et à la réussite de ce congrès. Merci à celles et ceux qui ont œuvré à l'organisation avant et pendant cet événement : aux USD du Nord et du Pas-de-Calais, à l'UD, à l'UL, ainsi qu'aux personnels techniques présents, sans oublier une pensée pour celles et ceux resté.es à la fédération cette semaine. Un immense merci également aux délégué.es qui ont accepté d'intégrer les commissions — candidatures, écrits, appel du congrès — et qui ont travaillé parfois tard dans la nuit.

Nous voilà arrivés au terme des 5 jours de notre 14^{ème} Congrès et j'ai la lourde tâche de conclure ce moment démocratique puisque vous m'avez fait confiance en me donnant le mandat de 1^{ère} responsable de la plus grande fédération de la CGT.

Chacun d'entre nous en appelle à la fraternité, au rassemblement, quels que soient nos avis et notre position dans la fédération, que nous soyons sortants, entrants, délégués ou invités. Les syndiqué.es et les salarié.es du privé comme du public nous attendent dans la lutte. Et pas nos luttes internes. Il nous faut sortir de cette situation.

Le vote en demi-teinte sur le rapport d'ouverture, le rejet du bilan d'activité puis du bilan financier traduisent un mécontentement profond à l'égard du fonctionnement de la fédération. Mireille à passé la main dans un contexte de difficultés de fonctionnement. Si toutes les difficultés n'ont pas été surmontées, elle n'est pas la seule responsable car toute la direction sortante en porte une part de responsabilité, y compris moi. Et j'en prends ma part comme tous les membres de la CEF sortante.

Nous ne sommes pas dans une élection politique où le but serait de remporter la majorité, une majorité qui domine voire écrase une minorité reléguée au rang d'opposition qui n'attendrait que de prendre sa revanche.

Au contraire, j'ai la conviction profonde que les différences qui traversent notre organisation peuvent être notre principale richesse et que nous pouvons parler au salariat dans toute sa diversité aussi. Je ne souhaite pas exclure, mettre de côté des camarades mais travailler avec eux. Il y a eu trop de dysfonctionnements et parfois de souffrance dans les précédents mandats. Je souhaite travailler au rassemblement, malgré mes défauts, mais aussi avec mes qualités de rigueur et d'engagement au service de la fédération.

Cet engagement n'a de sens que s'il est collectif, ouvert et empreint de fraternité. Nous disposons d'un formidable outil syndical, qui peut encore progresser considérablement. À force d'inaction et de divisions, nous avons laissé passer des opportunités de créer un véritable rapport de force. Par exemple, après le 6 février 2024, nombre d'entre vous ont regretté que nous n'ayons pas su amplifier le mouvement et rebondir. C'est un constat lucide. Sur de nombreux sujets, nous n'avons pas été assez forts, unis, coordonnés, soudés entre nous, ni suffisamment présents sur le terrain.

Ce sont tous ces éléments que je vous propose de mettre sur la table dans ce mandat que le congrès m'a confié. Dans le cadre du document d'orientation, je vous propose de construire ensemble le projet fédéral, avec chaque territoire, avec chaque UF, avec toute la CE élue pour nous assurer collectivement qu'il est relié profondément aux attentes et aux besoins des camarades sur le terrain. Priorités d'actions, organisations des espaces et des secteurs comme le LDAH, on met tout en débat pour changer vraiment le fonctionnement d'une fédération qui n'est pas là pour fonctionner pour elle-même mais au service des territoires.

Pour cela, il nous faut faire vivre une CEF où toutes les sensibilités trouvent leur place et sont entendues et le Bureau fédéral à venir doit aussi trouver un fonctionnement et donc une composition qui soit le reflet de cette diversité de notre organisation.

La capacité de notre fédération à organiser la réflexion collective devra maintenant se traduire dans les actes par le déploiement d'actions revendicatives. Les textes adoptés sont désormais la feuille de route de la direction nouvellement élue.

Nous avons démontré, au fil de nos travaux, notre capacité à aller aussi loin que possible dans l'élaboration de propositions soutenues par le plus grand nombre. Toutefois, nous devons regretter les nombreux votes « Contre » et les abstentions, qui témoignent sans doute de débats restés inachevés.

Nous, nous devons aussi entendre le message des organisations qui ont exprimé, par l'abstention ou le vote « Contre », leur point de vue sur ces orientations. Nous avons choisi de

renvoyer, à la direction nouvellement élue, le soin de mettre en débat des questions d'importance comme des propositions de changements statutaires et également le fonctionnement de la fédération pour qu'elle soit réellement aux services des organisations.

C'est une condition essentielle pour renforcer l'efficacité de l'action syndicale, assumer pleinement nos responsabilités en tant que syndicat de lutte et ouvrir la voie à de nouvelles conquêtes sociales. L'unité n'est pas l'uniformité, la pensée unique ou le prêt-à-penser. Ce congrès a une fois de plus démontré que le respect des points de vue des syndiqué.es et des organisations demeure une règle profondément ancrée dans la vie de notre fédération.

La chance d'avoir dans notre fédération des salarié.es du public et du privé doit nous permettre de mieux appréhender ces questions de manière globale et de travailler aux réponses revendicatives de manière plus efficace.

Le fonctionnement serein de la fédération, c'est le respect des statuts qui fixent notre cadre d'action. Les unions fédérales sont des outils précieux, indispensables à la construction d'un rapport de force gagnant avec la nouvelle CEF. J'entends leur donner toute leur place dans le fonctionnement futur de la fédération.

J'entends que la fédération soit pleinement en soutien des luttes sectorielles car elles participent au processus de lutte. J'entends que les UF prennent toute leur place dans les appels à la mobilisation de la fédération.

On ne peut envisager le rapport de force sans intégrer les enjeux liés à la marchandisation de notre secteur avec l'UFSP, au démantèlement de l'action sociale avec l'UFAS, aux attaques ciblant les professions intermédiaires et au mal-être des professions d'encadrement avec l'UFMCT. Les débats autour des conditions de vie des retraité.es et de la continuité syndicale montrent la nécessité de renforcer le travail avec l'UFR.

Nous n'avons qu'un seul ennemi, le capitalisme. Nous n'avons qu'un seul devoir, celui de la lutte qui implique notre rassemblement.

Atteindre ces objectifs ne sera pas un long fleuve tranquille, mais je reste convaincue que puisque nous sommes toutes et tous à la CGT, puisque ce qui nous rassemble est plus important que les divergences qui s'expriment parfois, nous aurons la capacité de répondre aux attentes des salarié.es, des militant.es. Face à une classe sociale accrochée à ses privilèges, à un patronat organisé et puissant, à un gouvernement qui n'entend que de l'oreille droite, la seule alternative est le rassemblement des salarié.es dans l'action. Soyons à la

hauteur pour les organiser pour qu'ils construisent syndicalement le rapport de force indispensable pour gagner. Cette intervention n'est pas une conclusion, mais bien au contraire c'est le point de départ d'un grand rassemblement de l'ensemble de notre champ fédéral car nous avons intérêt à agir ensemble.

Certains prédisaient un congrès complexe, mouvementé. Il l'a été, soyons honnêtes. Mais regardons les choses avec optimisme. Ce congrès a surtout été l'occasion de débats riches, contradictoires ce qui démontre l'importance de la fédération pour les syndiqué.es et les syndicats que vous représentez, nous ne pouvons que nous en féliciter.

Nous vivons un moment historique d'un point de vue international et national. Des conférences sociales du milieu des années 2000, aux lois d'uniformité des années 2010 (loi Rebsamen, loi travail, ordonnances Macron, loi de transformation de la fonction publique) jusqu'au techno féodalisme des géants de la tech épousant les théories et promouvant les hommes d'extrême droite de ce monde. Tout est fait pour compartimenter les sujets, la société et nos esprits.

Notre adversaire, le capitalisme, porte depuis toujours un projet qui encadre la vie des citoyennes, des citoyens, des travailleuses et des travailleurs, de la naissance à la mort. Tout cela fait partie d'une même logique : les réformes dans l'Éducation nationale, au lycée professionnel, à l'université, les dispositifs de tri social comme Parcoursup ou Mon Master, les tentatives de militarisation de la jeunesse avec le SNU, ou encore la loi Plein emploi.

Endoctriner, diviser, stigmatiser toute proposition alternative, récupérer, contraindre : c'est encore et toujours la mécanique du capitalisme. Un système qui façonne un monde en fragmentation avant de l'uniformiser sous l'effet de la globalisation.

Le contexte global de la prise de pouvoir des chefs de file de l'extrême droite dans de nombreux pays du monde ont poussé les limites de ce que le capitalisme porte en lui, avec le libertarianisme conduisant à l'élection de Trump pour la deuxième fois.

C'est un enjeu majeur, car la politique extérieure des États-Unis évolue en termes de discours, de positionnement et de paradigme diplomatique. Elle aborde de manière unilatérale et avec une logique quasi commerciale les conflits armés en Ukraine ainsi que la guerre menée par Israël en Palestine, causant des dizaines de milliers de morts.

La guerre n'est pas une opportunité. Elle engendre des morts, des souffrances, des déchirures, des mutilations. Elle signifie massacres, bombardements, ruines, viols, orphelins. Elle pousse des hommes et des femmes qui n'y sont pour rien à tuer d'autres hommes et

femmes qui n'y sont pour rien. C'est une spirale d'atrocités et de trahisons, et certainement pas un événement banal entre deux randonnées ou deux courses au centre commercial.

La guerre, ce sont des monuments aux morts et des haines durables qui s'installent entre les peuples. La guerre c'est tout ça et bien pire encore.

En effet, ce qui se joue en ce moment, ce n'est sans doute pas une démondialisation mais plutôt une recomposition de la mondialisation, avec un capitalisme en crise qui cherche à se régénérer par de nouveaux marchés issus des avancées technologiques et donc par des ouvertures de marchés forcées par des logiques impérialistes. Pour cela, la guerre ou plutôt la militarisation des relations commerciales est un moyen.

Nous venons de commémorer les 80 ans de la victoire sur le nazisme et disons « plus jamais ! ».

Nous avons, en tant que travailleurs et travailleuses, notre mot à dire pour lutter contre le repli des intelligences individuelles et collectives. Nous avons à réaffirmer notre projet de transformation de la société, une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire et plus fraternelle, une société en paix. Plus que jamais, portons fièrement notre culture de la paix. Nous avons de nombreuses propositions pour notre champ et plus largement pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

La conjonction des crises climatiques, sociales et politiques appelle à des mobilisations collectives. Les luttes actuelles, tant au niveau national qu'international, représentent un espoir pour un avenir meilleur. Il est impératif de rester vigilants et solidaires face aux défis qui nous attendent. Les événements récents soulignent la nécessité d'une action concertée pour défendre les droits des travailleurs et des travailleuses et intégrer les préoccupations écologiques dans toutes les politiques publiques.

Nous sommes 20 ans après le « Non » au référendum du 29 mai 2005 :

La France comme l'Europe n'ont cessé d'exiger en permanence des coupes budgétaires, d'imposer des réformes de régression sociale.

Bizarrement, Macron et Bayrou trouvent des milliards à volonté pour la défense. Comment est-ce possible ? Où veulent-ils les prendre ?

M Bayrou est clair : il faut revenir à 3% de déficit d'ici 2029... par 110 à 150 milliards de coupes budgétaires !

Et il précise les moyens : 9 milliards de gel des dépenses en 2025, suppression d'un tiers d'agences pour 2 à 3 milliards d'économies, puis 40 milliards de coupes budgétaires

supplémentaires en 2026 (14 milliards pour l'État, 8 milliards pour les collectivités territoriales, 18 milliards pour la Sécurité sociale).

L'indépendance de la CGT, son attachement à la Charte d'Amiens, a été rappelée dans le document d'orientation de notre dernier congrès.

Nous devons, partout et en permanence, réaffirmer nos positions de classe et reconstruire un véritable syndicat de masse.

Lors de ce congrès, nous avons célébré le passage symbolique des 80 000 adhérent.es, faisant de notre fédération la première de la CGT. Ce cap franchi nous confère une responsabilité particulière. Nous pouvons collectivement nous en féliciter — et vous féliciter — car cette progression remarquable est le fruit du travail quotidien de toutes les militantes et tous les militants, ainsi que de l'engagement constant des syndicats de notre champs. Il nous faut poursuivre ce travail des syndiqué.es, des syndicats, en passant par les USD, les coordinations régionales, les Unions Fédérales et la Fédération.

Nous devons faire de chaque personne syndiquée un.e syndiqué.e acteur.rice, capable de trouver sa place dans l'organisation. Cela passe bien sûr par la formation syndicale, qui doit être renforcée, mais aussi par un travail d'organisation et de vie syndicale qui devra, pendant ce mandat, retrouver une place centrale dans notre fédération.

Cela passera aussi par le respect de la résolution que nous avons votée unanimement au dernier CNF d'avant congrès, à savoir que nous sommes toutes et tous engagé.es *« à être particulièrement vigilants quant au respect de nos statuts, chartes et règles de vie, et nous engageons, pour nous-mêmes, à prendre nos responsabilités pour les faire appliquer. Si nous voulons être fidèles à notre ambition de transformer la société, il nous faut commencer par rendre notre organisation du travail « sécurisée » pour les militant.es. »*.

Nous avons intérêt à agir ensemble et je m'engage et j'engage l'ensemble de la nouvelle CEF, élue hier, à travailler ensemble, unis, pour les mêmes intérêts de transformation de la société.

Depuis 30 ans, l'ensemble de notre champ a subi un grand nombre de réformes qui ont eu pour seul objectif de réduire les coûts, et qui ont eu pour conséquences la destruction de nos métiers, la dégradation des conditions de travail et des conditions d'accueil pour les patients, les résidents et les usagers.

Non, la santé n'est pas une marchandise, l'hôpital n'est pas une entreprise. Que nous soyons du sanitaire, du social, du médico-social, que nous soyons cadres, soignant.es, travailleur.euses du social, ouvrier.ères, personnels techniques et administratifs, que nous

soyons du privé lucratif ou non, du public, Nous avons intérêt à agir ensemble ! On n'a pas le choix, camarades !!

Nous voilà arrivés à la conclusion. Il nous faut maintenant retrouver de la confiance entre nous et en notre capacité à agir collectivement.

Passer des constats aux actes n'est certes pas simple, sauf si nous nous y attelons toutes et tous et que nous traduisons collectivement nos décisions en actions concrètes, que ce soit pour la future direction de la Fédération, élue hier, mais aussi pour les syndicats, les Unions de notre fédération, les USD et les Unions Fédérales. La Fédération n'a de sens que parce qu'elle est la somme des syndicats et de toutes les structures qui la composent. Participer à son activité n'est pas réservé aux camarades élu.es à la Commission Exécutive, et fort heureusement !

Les portes de la Fédération doivent être grandes ouvertes, faisant d'elle la maison des syndicats. Il nous faudra, sans aucun doute, une bonne dose d'humilité et de patience. L'objectif est clair, essentiel, diront certain.es.

Dans le projet qui est le nôtre, celui de la transformation de la société, il ne faut jamais perdre de vue que nous devons avant tout être utiles aux travailleuses et travailleurs. Et pour cela, tout passe par nos syndicats, qui sont la base de la CGT. Dès que nous nous en écartons, nous ne respectons plus ni notre engagement, ni notre mandat.

Le document d'orientation qui a été validé, nous donne déjà de nombreuses pistes de travail à ce sujet. Il va nous falloir à chaque CNF, nous interroger, débattre, décider ensemble sur les perspectives revendicatives mais aussi sur nos modes de fonctionnement. Il faut aussi une équipe resserrée, issue de la commission exécutive, un bureau qui puisse se mobiliser rapidement. Mon souhait et la condition même de mon mandat, est de pouvoir fonctionner à plusieurs. Tout ceci suppose une réflexion approfondie sur notre communication, notre capacité à produire de la réflexion et des actions mais aussi à les porter en direction de tous les salarié.es. Les résolutions votées aujourd'hui nous donnent un cap à suivre. Nous n'y dérogerons pas.

Le CNF sera le lieu qui nous permettra, ensemble, de préparer les mouvements revendicatifs dont nous avons besoin. Je m'engage ici à lui donner toute la place qui doit être la sienne et si je manque à cet engagement, je vous autorise à me le rappeler.

Faisons-nous confiance, disons-nous les choses, avançons ensemble, décidons ensemble, trompons-nous ensemble, tombons d'accord sur nos désaccords, entraînons-nous à la lutte, retrouvons de l'envie collective, gagnons ensemble !!!

Une première échéance est devant nous, le 5 juin, pour l'abrogation de la loi Retraite et l'expression de l'ensemble des cahiers revendicatifs élaborés par les syndicats de notre champ. Faisons de cette journée, une grande journée de grève et de mobilisations.

La tâche est immense mais ensemble, collectivement, nous avons largement la capacité d'y parvenir... Nous ne lâcherons rien et on va tout leur reprendre !

VIVE LA CGT ! Vive le 14^{ème} congrès de la CGT Santé et Action Sociale !!

Barbara Filhol
Secrétaire générale